

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2003

29 AOÛT 2003

Proposition de loi modifiant l'article 91 de la nouvelle loi communale en vue de l'adoption d'un code de conduite politique visant à préserver la vie de famille

(Déposée par Mme Sabine de Bethune)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 13 janvier 2000 (doc. Sénat, n° 2-292/1 — 1999/2000).

Bien que l'égalité entre les hommes et les femmes soit consacrée par la loi, le déséquilibre reste particulièrement grand en ce qui concerne la participation à la politique. Dans les conseils communaux siègent tout au plus 20 % de femmes et elles représentent 34 % dans les conseils provinciaux; au Sénat, elles sont 28 %; à la Chambre, elles sont 23 % et, au Parlement flamand, 20 %. La faiblesse de cette représentation féminine contraste singulièrement avec la proportion hommes/femmes dans la société. Il y a fort à parier qu'en raison du faible taux de participation des femmes à la politique, l'on tienne peu ou moins compte de leurs besoins et intérêts.

Tendre à la démocratie paritaire est un objectif généralement reconnu. On a déjà pris, par le passé, nombre de mesures structurelles à cette fin. Les plus connues sont les lois Smet-Tobback du 24 mai 1994 visant à promouvoir une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections, l'application obligatoire de la règle des 1/3-2/3 pour les organes d'avis fédéraux (loi du 20 juillet 1990), pour les conseils consultatifs institués

BELGISCHE SENAAAT

BUITEGEWONE ZITTING 2003

29 AUGUSTUS 2003

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 91 van de nieuwe gemeentewet met het oog op de invoering van een code voor een gezinsvriendelijke politiek

(Ingediend door mevrouw Sabine de Bethune)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 13 januari 2000 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 2-292/1 — 1999/2000).

Ondanks de wettelijke gelijkheid tussen mannen en vrouwen blijft het verschil in politieke deelname erg groot. In de gemeenteraden zetelen hoogstens 20 % vrouwen; in de provincieraden 34 %; in de Senaat 28,8 %; in de Kamer 23 % en in het Vlaams Parlement 20 %. Deze lage vrouwelijke vertegenwoordiging staat in schril contrast met de verhouding mannen/vrouwen in de samenleving. Door de lage politieke participatiegraad van vrouwen is de kans groot dat er met hun noden en belangen weinig of minder rekening gehouden wordt.

Streven naar paritaire democratie is een algemeen erkende doelstelling. In het verleden zijn hiervoor al talrijke structurele maatregelen genomen. De meest bekende zijn de wet Smet-Tobback van 24 mei 1994 ter bevordering van een evenwichtige verdeling van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de verkiezingen, het verplicht toepassen van de 1/3-2/3-regel voor de federale adviesorganen (wet van 20 juli 1990), voor de adviesraden opgericht door de ge-

par les conseils communaux et provinciaux (loi du 20 septembre 1998), etc.

Personne ne nie que pour parvenir à la démocratie paritaire, d'autres barrières encore devront tomber, comme la difficulté quelquefois de combiner vie professionnelle, vie familiale et activités politiques. En particulier, un changement des mentalités s'impose à propos de la participation des femmes à la politique. Leur sous-représentation en politique est due à des entraves tant structurelles que culturelles ou sociales, au nombre desquelles figurent la double tâche journalière de la femme, une formation politique réduite, le manque d'horaires de travail respectueux de la vie familiale et le manque de facilités d'accueil pour les enfants.

Combiner vie familiale, vie professionnelle et engagement social est un thème d'actualité qui retient l'attention tant au niveau national qu'au niveau international. L'engagement politique est le domaine par excellence où cette combinaison suscite des difficultés, que l'on soit homme ou femme.

En ce qui concerne la Belgique, ces expériences ont fait l'objet d'études et ont été traduites en chiffres.

Une étude réalisée dans notre pays à la demande du Conseil de l'émancipation(1) révèle que 33,8% des candidates et 28,2% des candidats aux élections législatives de 1991 éprouvent des difficultés à concilier activités professionnelles et activités politiques. Plus important encore est le fait que 44,7% des femmes et 32,6% des hommes avouent connaître des problèmes pour concilier vie familiale et activités politiques.

Au niveau international, il y a eu l'élaboration d'une déclaration sur «La participation des femmes au processus de décision politique», à l'occasion de la troisième conférence CCEC (commissions parlementaires chargées de l'égalité des chances des femmes et des hommes des Parlements des États membres de l'UE et du Parlement européen) qui s'est tenue à Madrid les 26 et 27 novembre 1999.

Cette déclaration contient notamment la revendication suivante: «3. Les gouvernements et les partis politiques (sont invités) à réaliser des changements qui ne se situent pas seulement au niveau législatif, mais qui soient plutôt des initiatives et mesures spécifiques visant à faciliter et à promouvoir l'égalité d'accès à la vie politique pour les femmes et les hommes et à permettre de concilier celle-ci avec la vie familiale.» (*traduction*).

(1) Femmes et politique. Le profil des candidates (sur les listes néerlandophones) aux élections du 24 novembre 1991 avec des éléments de comparaison entre hommes et femmes. Cabinet de la ministre de la Politique d'égalité des chances entre les hommes et les femmes, Miet Smet, 1993, 76 p.

meente- en provincieraden (wet van 20 september 1998), enz.

Iedereen is het erover eens dat voor het bereiken van de paritaire democratie nog andere drempels weg te werken zijn, zoals de soms moeilijke combinatie van arbeid, gezin en politieke activiteiten. Er is in het bijzonder een mentaliteitsverandering nodig over de deelname van vrouwen aan de politiek. De politieke ondervertegenwoordiging van vrouwen is te wijten aan zowel structurele, culturele als sociale belemmeringen. Enkele hiervan zijn: de dubbele dagtaak van de vrouw, de beperkte politieke scholing, het ontbreken van gezinsvriendelijke werktijden en van kinderopvang.

Het samengaan van gezin, arbeid en maatschappelijk engagement is een actueel thema dat zowel op binnenlands vlak als op internationaal niveau aandacht krijgt. Deze moeilijke combinatie geldt bij uitstek voor een politiek engagement, zowel in hoofde van de vrouwen als van de mannen.

Wat België betreft zijn deze ervaringen onderzocht en in cijfers uitgedrukt.

In ons land wordt in een studie in opdracht van de Emancipatieraad(1) aangetoond dat 33,8% van de vrouwelijke kandidaten en 28,2% van de mannelijke kandidaten voor de wetgevende verkiezingen van 1991 moeilijkheden ervaren bij het op mekaar afstemmen van professionele en politieke activiteiten. Belangrijker is dat 44,7% van de vrouwen en 32,6% van de mannen ook problemen signaleert bij het op mekaar afstemmen van gezinsverantwoordelijke en politieke activiteiten.

Op internationaal niveau is er een verklaring tot stand gekomen over «De deelname van vrouwen aan de politieke besluitvorming» tijdens de derde conferentie van de CCEC (de parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen van vrouwen en mannen van de Parlementen van de EU-lidstaten en van het Europees Parlement) die plaatsvond te Madrid op 26 en 27 november 1999.

Deze verklaring bevat onder andere de volgende eis: «3. The governments and political parties to introduce changes, not only at the legislative level, but rather special initiatives and measures aimed at facilitating and promoting equal access to political life for women and men and to reconcile this with family life.»

(1) Vrouwen en politiek. Het profiel van de kandidaten (op de Nederlandstalige lijsten) bij de verkiezingen van 24 november 1991. Een vergelijking tussen mannen en vrouwen. Cabinet van de minister van Gelijke-Kansenbeleid voor mannen en vrouwen, Miet Smet, 1993, 76 blz.

Quiconque veut se lancer en politique doit le faire aujourd'hui en se conformant aux règles du jeu en vigueur, c'est-à-dire à la norme traditionnelle de l'homme instruit, âgé de quarante ans, n'assumant pas ou guère de responsabilités familiales. Ces règles dominantes expliquent en grande partie l'échec ou le décrochage politique de beaucoup de femmes, mais aussi d'un grand nombre d'hommes.

La démocratie paritaire, avec une représentation égale des femmes et de hommes dans les organes politiques, ne pourra être réalisée que dans la mesure où les femmes aussi se sauront appelées et valorisées et où elles auront effectivement l'opportunité de s'engager activement en politique.

Si les règles et les conditions actuelles qui régissent la vie politique dissuadent ainsi les candidats, qu'ils soient hommes ou femmes, n'est-il pas temps d'en changer?

Il s'impose dès lors de prendre des mesures adéquates permettant de mieux allier travail, charge et éducation des enfants et activités politiques. La présente proposition de loi se veut un moyen parmi d'autres de réaliser cet objectif.

Afin de faire participer davantage de femmes à la vie politique et de donner corps à une nouvelle culture politique caractérisée par l'ouverture, il serait bon que l'on élabore dans chaque commune des règles déontologiques pour une vie politique respectueuse de la famille. La formule la plus simple consiste à inaugurer la « législature » communale par l'adoption d'un code destiné à rendre le fonctionnement des organes politiques plus respectueux de la vie familiale et plus accessible.

Une politique respectueuse de la vie familiale ne se résume évidemment pas à se réunir lorsque celle-ci le permet, mais les réunions de toutes sortes n'en sont pas moins au centre de la vie politique. Assister ou participer à des réunions est l'expression de la démocratie et de la participation.

Le plus important avec un code de déontologie, c'est que l'on part du principe que l'on peut changer quelque chose à la manière de faire de la politique et passer des accords à cet effet. Divers aspects d'une vie politique respectueuse de la famille peuvent être débattus en groupe politique. Il devra en résulter des mesures concrètes qui seront mises à l'ordre du jour du conseil communal, de sorte que leur exécution et leur application seront perçues comme relevant du cours normal des choses.

Du point de vue formel, nous proposons qu'un chapitre du règlement d'ordre intérieur du conseil communal soit consacré à cette question de la vie politique respectueuse de la famille. Ce code de la vie politique respectueuse de la famille devrait régir la politique au niveau communal, c'est-à-dire les séances du conseil communal, les réunions des commissions, des

Wie politiek wil bedrijven moet dit vandaag doen volgens de heersende spelregels, dit wil zeggen volgens de traditionele norm van de geschoolde, 40-jarige man die weinig of geen gezinsverantwoordelijkheid opneemt. Die heersende spelregels zijn voor veel vrouwen, maar ook voor een groot aantal mannen, een belangrijke aanleiding voor het niet-doorbreken in of afhaken van de politiek.

Paritaire democratie, met een gelijke vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de politieke organen, kan maar gerealiseerd worden als ook vrouwen zich aangesproken en gewaardeerd weten en zij effectief de mogelijkheden krijgen om zich actief in de politiek te engageren.

Als de huidige regels en voorwaarden van het politiek bedrijf mensen, vrouwen en mannen, afschrikken, wordt het dan geen tijd om die voorwaarden te veranderen?

Er moeten dus passende maatregelen genomen worden om een betere combinatie van arbeid, zorgen opvoedingstaken en politieke activiteiten mogelijk te maken. Voorliggend wetsvoorstel wil hier één antwoord voor aanreiken.

Om meer vrouwen bij de politiek te betrekken en vorm te geven aan een nieuwe open politieke cultuur, is het aangewezen om in elke gemeente gedragsregels voor een gezinsvriendelijke politiek uit te werken. De eenvoudigste manier hierbij is om bij het begin van elke gemeentelijke legislatuur eerst werk te maken van een code die de werking van de politieke organen gezinsvriendelijker en toegankelijker moet maken.

Gezinsvriendelijke politiek is uiteraard meer dan gezinsvriendelijk vergaderen. De verschillende soorten vergaderingen vormen echter het centrum van het politiek gebeuren. Deelnemen/participeren aan vergaderingen houdt democratie en inspraak in.

Het belangrijkste aan een gedragscode is dat men ervan uitgaat dat men iets kan veranderen aan de manier waarop aan politiek gedaan wordt en dat men daarover afspraken kan maken. Diverse aspecten van een gezinsvriendelijke politiek kunnen via debatten binnen de eigen fractie besproken worden. Hieruit moeten concrete maatregelen volgen die op de agenda van de gemeenteraad geplaatst worden zodat uitvoering en navolging een normale gang van zaken wordt.

Formeel stellen wij voor dat een onderdeel van het reglement van orde van de gemeenteraad aandacht besteedt aan gezinsvriendelijke politiek. Deze code voor gezinsvriendelijke politiek zou van toepassing moeten zijn op het gemeentelijke beleidspolitieke vlak, zijnde de gemeenteraadszittingen, vergaderingen van commissies, adviesraden, werkgroepen, enz.

conseils consultatifs, des groupes de travail, etc. Il est légitime de prendre des mesures et de conclure des accords pour permettre aux mandataires communaux, hommes ou femmes, de combiner harmonieusement engagement et mandat politiques avec la vie de famille, la vie professionnelle et l'épanouissement personnel. Dans sa recherche d'une culture politique respectueuse de la vie familiale, la commune peut montrer la voie à suivre, tant en ce qui concerne le fonctionnement de ses propres services que dans le cadre de la vie communale en général.

En guise d'exemple de ce qui pourrait figurer dans un tel code, nous reproduisons ci-après les directives du «Code pour une vie politique ouverte et respectueuse de la famille» tel qu'il a été élaboré au CVP par le groupe de travail «*Vrouw & Maatschappij*» :

— Changer les mentalités en politique, notamment par la formation à la problématique de l'égalité hommes/femmes;

— Développer une culture de réunion respectueuse de la vie familiale, c'est-à-dire concrètement s'abstenir d'organiser des réunions le week-end et aux heures les plus accaparantes de la vie familiale;

— Indemniser les mandataires pour les frais de garde des enfants;

— Faire appel aux technologies modernes qui permettent de gagner du temps, notamment par la mise à disposition gratuite d'un ordinateur et de l'internet;

— Répartir les mandats connexes et les attribuer de préférence à des conseillers communaux, et seulement à titre exceptionnel aux mandataires exécutifs;

— Répartir les obligations de représentation d'un commun accord entre les conseillers communaux et/ou les membres du collège échevinal;

— Généraliser la règle des 2/3 dans les organes communaux d'avis, de concertation et de gestion;

— Assurer l'accompagnement des nouveaux venus en politique par une «marraine» ou un «parrain».

Par ailleurs, nous profitons de l'occasion pour faire insérer un nouveau point dans le règlement d'ordre intérieur, à savoir la liste de tous les mandats connexes à conférer dans la commune en question.

Les conseillers élus ne peuvent pas tous exercer un mandat exécutif. Or, il existe dans chaque commune une série de mandats connexes à conférer qui ne sont pas toujours connus de tous. Nous proposons de faire figurer dans le règlement d'ordre intérieur la liste des mandats connexes, accompagnée de toutes les informations pertinentes, telles que la description succincte de la fonction, les compétences requises, la fréquence des réunions, la rémunération, etc. Le but

Afspraken en maatregelen zijn gerechtvaardigd opdat gemeentelijke mandatarissen, zowel vrouwen als mannen, hun politiek engagement en mandaat harmonieus zouden kunnen combineren met hun gezin, hun beroep en persoonlijke ontplooiing. Bij het streven naar een gezinsvriendelijke politieke cultuur kan de gemeente een voorbeeldfunctie vervullen. Zowel naar de werking van de eigen diensten als algemeen naar de gemeentelijke «samenleving» toe.

Als voorbeeld van wat een dergelijke code kan inhouden, worden hier de krachtlijnen weergegeven van de «Code voor een open en gezinsvriendelijke politiek» opgesteld door de CVP-werkgroep Vrouw & Maatschappij :

— Mentaliteitswijziging in de politiek, onder andere via gendertraining;

— Gezinsvriendelijke vergadercultuur, concreet geen vergaderingen tijdens weekends en tijdens de spitsuren van het gezin;

— Vergoeden van kosten voor kinderopvang van mandatarissen;

— Inzetten van moderne en tijdsbesparende technologie, onder andere gratis ter beschikking stellen van PC en internet;

— Verdelen van de nevenmandaten : de te begeven nevenmandaten worden bij voorkeur toegewezen aan gemeenteraadsleden en bij uitzondering aan de uitvoerende mandatarissen;

— Verdelen van representatieve taken via onderlinge afspraken tussen de gemeenteraadsleden en/of leden van het schepencollege;

— Veralgemening 2/3-regel in de gemeentelijke advies-, overleg- en beheersorganen;

— Begeleiding van nieuwkomers in de politiek via het principe van het meter- of peterschap.

Terzelfder tijd maken we van de gelegenheid gebruik om een ander item te laten opnemen in het reglement van orde, namelijk de lijst met alle nevenmandaten voor de betrokken gemeente.

Niet alle verkozen raadsleden kunnen een uitvoerend mandaat uitoefenen. Maar daarnaast zijn er in elke gemeente nog een aantal nevenmandaten in te vullen, die niet altijd door iedereen gekend zijn. We stellen voor om een lijst van nevenmandaten, samen met alle relevante informatie zoals een korte taakomschrijving, de vereiste bekwaamheid, de frequentie van vergaderen, de verloning en dergelijke, op te nemen in het reglement van orde. Met als doel dat

est que chacun soit au courant de l'existence de ces mandats et que ceux-ci soient mieux répartis entre les conseillers communaux. Cette mesure est de nature à revaloriser la fonction de conseiller communal et à donner une meilleure image de la politique. En confiant pour l'essentiel ces mandats connexes à des conseillers communaux, on permettra au bourgmestre et aux échevins d'assumer correctement leur tâche et de remplir pleinement leur mission et, avant tout, de demeurer respectueux de la vie familiale.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

Le présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 91 de la nouvelle loi communale, les alinéas suivants sont insérés entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2:

«Ce règlement contient un code de conduite politique visant à préserver la vie de famille.

Il contient aussi une liste mentionnant tous les mandats et mandats connexes à conférer.»

21 juillet 2003.

iedereen op de hoogte zou zijn van deze mandaten, en ook om een spreiding van deze mandaten te bekomen over de gemeenteraadsleden. Hierdoor kan de taak van een gemeenteraadslid opgewaardeerd worden en het imago van de politiek verbeteren. Indien deze nevenmandaten in hoofdzaak door gemeenteraadsleden worden waargenomen, geeft het aan de burgemeester en schepenen de mogelijkheid hun taak naar behoren uit te oefenen en hun opdracht ten volle te vervullen en bovenal gezinsvriendelijk te blijven.

Sabine de BETHUNE.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 91 van de nieuwe gemeentewet worden tussen het eerste en het tweede lid de volgende leden ingevoegd:

«In het reglement van orde wordt een code voor een gezinsvriendelijke politiek opgenomen.

Tevens wordt een lijst met alle te begeven mandaten en nevenmandaten toegevoegd.»

21 juli 2003.

Sabine de BETHUNE.
Mia DE SCHAMPHELAERE.
Erika THIJS.